

12. Eux et nous

Les succès qui marquent le « premier référendum », ou plutôt les premiers *votes populaires* directs et décisifs, sont intimement liés aux élargissements successifs des fonctions politiques exercées par les assemblées de citoyens, depuis les premières réunions délibératives de 1789 qui choisissaient leurs *doléances*. La mise en place, à partir de 1790, d'une incroyable variété d'institutions élues, puis l'accumulation d'essais de votes citoyens décisifs en 1792, font que le vote constituant de 1793 reprend tout ou partie de chacune de ces expériences. Les essais de participation féminine ou les discussions qui abordent une foule de préoccupations de l'heure entourent l'adoption d'une Constitution qui, de droit comme de fait, est à la fois *démocratique* et *représentative*.

En ce sens, ce vote apparaît comme une sorte de synthèse de la façon dont les citoyens ont pu, dix années durant, exercer leurs droits dans des assemblées de tous types. Cette expérience exceptionnelle, presque unique à cette échelle, fixe le statut qu'aura ensuite, un bon siècle durant, la Constitution de 1793. Largement diffusée en brochure, elle est constamment rééditée et devient LE texte de référence des démocrates, ou plutôt le projet commun des révolutionnaires et des démocrates. Pourtant, elle se sépare, même dans ces milieux restreints, de la mémoire concrète des assemblées délibératives de 1789 à 1799.

Le droit d'association lui-même naît au XIX^e siècle de la capacité d'un groupe d'habitants ou de résidents à exercer leur propre *portion de souveraineté* et affirmer ainsi leur citoyenneté au quotidien. La conception d'un peuple capable de s'assembler ne s'est que très lentement effacée, et bien plus tard. Dans cette transmission, forcément partielle,

nécessairement déviée, obligatoirement reformulée, l'importance des transgressions sociales de la Révolution et celle des formes pratiques de l'exercice de la citoyenneté se sont « calées » sur des souvenirs majeurs : celui du jugement d'un roi par une Assemblée élue pour le faire, et de son exécution, celui de la façon dont le peuple français, *assemblé et délibérant*, a fini par se constituer comme un nouveau Souverain.

Bien entendu, toute l'énergie employée ensuite pour gommer ce moment fondateur, toutes les tentatives faites par les dominants, du Consulat à l'Empire et à la Restauration monarchique pour banaliser voire pour effacer ce double moment du *tyrannicide* légal et de son remplacement par une République ont eu des effets. En ramenant la Révolution à un festival de violences et de spoliations, on a consolidé la formation d'une tradition proprement contre-révolutionnaire. C'est là l'origine même des traditions politiques opposées, dont nous pouvons voir quotidiennement qu'elles ne sont pas mortes.

Il est clair que la population de la France entretient un rapport bien particulier avec le souvenir de la Grande révolution. Des preuves ? N'importe quel professeur du secondaire qui entreprend un cours sur la Révolution constatera, parfois avec surprise, l'étendue des convictions des élèves sur ce point, même si leurs familles sont issues d'une immigration, ancienne ou bien récente. Et lorsque, de nos jours, un gouvernement français quelconque, mis en difficulté par la population, suggère de recourir à la rédaction de *cahiers de doléances*, nous avons vu la quantité de précautions dont il l'entoure immédiatement.

Dans leur livre *Ce cauchemar qui n'en finit pas* (2016), Pierre Dardot et Christian Laval énoncent que « *le néolibéralisme travaille activement à défaire la démocratie* » (p. 43) et montrent qu'il ne s'agit nullement d'un passage en force ponctuel pour des mesures d'austérité provisoires mais bien d'un projet élaboré qui vide la démocratie de sa substance sans la supprimer formellement. Ils expliquent en effet que la *gouvernance* sociolibérale, au niveau mondial, exige de rompre totalement avec les « formalités » démocratiques. Dardot et Laval emploient le mot « démocratie » dans son sens le plus courant, celui qui est fondé sur des institutions électives, la délégation de pouvoir, la *représentation*, cette démocratie dont les gouvernants nous assurent tous les jours qu'elle justifie leur politique et qui se présente comme un compromis relativement indolore entre les classes. On peut avoir une autre conception, plus exigeante, de la démocratie, et réfléchir à ce qui en a fait dans le passé la force que nous revisitons ces jours-ci.

En France, depuis des décennies, les courants radicaux ont tendance à ne guère étudier la Révolution française. Réfléchir sur une révolution « bourgeoise » leur paraît un peu incongru au regard des tâches de l'heure. Mais renoncer à ce travail nous prive des ressources de beaucoup de débats anciens et c'est même, d'une certaine façon, favoriser les approches chauvines si fréquentes. Au point que la médiocre connaissance de la Révolution française par les militants radicaux en France a fini par devenir une exception française. Les progressistes d'autres pays cherchent au contraire à l'étudier, continuent à lire ce qui paraît à son sujet et comprennent mal nos réticences, voire parfois notre ignorance.

Serge Aberdam